



RAPPORT DE MOUVEMENT DE POPULATION – TERRITOIRE DE MITWABA

IMPACT DU CONFLIT ARME SUR MOUVEMENT DES POPULATIONS

<b>ZONES</b>	NKONGA – LUNGUJI – WATUPEMPE
<b>CHEFFERIE</b>	KYONA NGOY
<b>TERRITOIRE</b>	MITWABA
<b>PROVINCE</b>	HAUT KATANGA
<b>PERIODE DES INCIDENTS</b>	04 mars et 19 mars 2026
<b>Source</b>	Leaders Communautaire
<b>ORGANISATION RAPPORTEUR</b>	SODECO - Solidarité pour le Développement Communautaire+243 811459946 – +243 977121601 sodecoasbhl@gmail.com
<b>PERIODE DE RAPPORTAGE</b>	24 Mars 2026

**1. Contexte**

Depuis le 04 mars 2026, des affrontements entre un groupe armé et les FARDC ont été signalés dans les villages Nkonga, Lunguji et Watupempe, situés dans le territoire de Mitwaba. La situation sécuritaire s’est fortement détériorée après un second affrontement sérieux enregistré le 19 mars 2026, provoquant une panique généralisée et un déplacement massif de la population.

**2. Population affectée et déplacements / Villages de refuge**

DEBUT DE LA CRISE			AVANT CRISE		VILLAGES D'ACUEIL										DEPLACES
VILLAGE	TYPE DE CRISE	DATE	MENAGES	POPULATION AUTOCHTONE	DILENGE	MWEMA	KILUNGU	LWAWA	BULANDA	KANKALANKALA	NKUSWA	BOULEVARD	KYOLO	POPULATION	
NKONGA	Conflit Armé	04/03- 19/03/2026	1632	8160	2931	3020	870	420	325	210	50	314	20	8160	
LUNGUJI	Conflit Armé	04/03- 19/03/2026	530	2650	980	750	200	150	98	170	115	187		2650	
WATUPEMPE	Conflit Armé	04/03- 19/03/2026	460	2300	878	602	450	45	45	90	82	60		2252	
<b>TOTAL CUMUL</b>			<b>2622</b>	<b>13110</b>	<b>4789</b>	<b>4372</b>	<b>1520</b>	<b>615</b>	<b>468</b>	<b>470</b>	<b>247</b>	<b>561</b>	<b>20</b>	<b>13062</b>	

Ces déplacements ont entraîné un surpeuplement dans les villages hôtes, augmentant les besoins humanitaires urgents (abris, vivres, nutrition, eau, santé et protection).

**3. Situation sécuritaire**

La zone de Nkonga demeure marquée par la persistance de tracasseries militaires, notamment l’installation de plusieurs barrières où tout passager est contraint de payer. Les motocyclistes rapportent être obligés de verser 10 000 FC par barrière, avec jusqu’à trois (3) barrières sur l’axe. À Mitwaba centre, la population fait état d’une insécurité volatile, caractérisée par des arrestations arbitraires visant particulièrement les simples creuseurs artisanaux.

	<p>Ces pratiques aggravent la vulnérabilité des ménages déjà affectés par les conflits et limitent la mobilité pour l'accès aux moyens de subsistance et aux services essentiels.</p>
<b>4. Besoins humanitaires prioritaires</b>	<p>Protection : levée des tracasseries, monitoring des violations, prévention des arrestations arbitraires.  Abris d'urgence / articles ménagers essentiels pour les ménages déplacés.  Assistance alimentaire liée à la perte des moyens de survie.  Santé et WASH dans les villages d'accueil surpeuplés.  Appui psychosocial pour les personnes affectées par les affrontements</p>
<b>6. Gaps (insuffisances) identifiés</b>	<p>Absence d'assistance humanitaire immédiate aux ménages déplacés dans les villages hôtes.  Manque d'abris d'urgence pour les familles ayant fui sans biens essentiels.  Insuffisance d'eau potable et absence d'infrastructures WASH adaptées dans les villages d'accueil, entraînant un risque élevé de maladies hydriques.  Manque de vivres dû à la perte totale de moyens d'existence dans les villages d'origine.  Insuffisance d'articles ménagers essentiels (AME) pour les ménages nouvellement déplacés.  Absence de services de protection dans la zone pour documenter les violations (tracasseries, arrestations arbitraires).  Capacité limitée des structures de santé locales, non préparées à l'afflux massif de déplacés.  Insuffisance de suivi des mouvements de population à cause de l'insécurité persistante</p>
<b>7. Contraintes majeures</b>	<p>Insécurité persistante dans la zone et autour de Nkonga, empêchant tout retour durable ou évaluation approfondie.  Multiples barrières militaires imposant des paiements forcés (10 000 FC par barrière), limitant la mobilité humanitaire et commerciale.  Risques d'arrestations arbitraires à Mitwaba centre, créant un climat de peur et entravant la circulation des populations.  Inaccessibilité de certaines zones pour les équipes humanitaires à cause des affrontements récents.  Mauvais état des routes rendant difficile la livraison d'aide dans les villages hôtes distants.  Surpeuplement des villages de refuge, rendant la distribution de l'aide difficile sans mécanismes d'organisation.  Absence de mécanismes locaux de gestion des déplacés, aggravant la précarité.  Pénurie de données actualisées sur les mouvements secondaires de population.</p>
<b>8. Conséquences humanitaires du mouvement de population Impact sur les ménages</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte totale des biens, cultures, outils de travail et vivres.</li> <li>• Séparation de certaines familles pendant la fuite.</li> <li>• Augmentation des risques de protection (extorsions, violences, abus).</li> <li>• Hausse probable des cas de malnutrition aiguë, surtout chez les enfants.</li> <li>• Traumatismes psychologiques liés aux affrontements et à l'insécurité.</li> <li>• Impact sur les villages d'accueil</li> <li>• Pression accrue sur les ressources locales (eau, bois, terres).</li> <li>• Surcharge des centres de santé, déjà faiblement équipés.</li> <li>• Hausse du risque d'épidémies (diarrhée, choléra, infections respiratoires).</li> <li>• Tensions possibles entre ménages hôtes et déplacés à cause du partage limité des ressources.</li> <li>• Impact global sur la zone</li> <li>• Paralysie partielle des activités économiques et agricoles.</li> <li>• Restrictions de mouvement causées par les barrières militaires.</li> <li>• Perturbation du fonctionnement normal des marchés locaux.</li> <li>• Déstabilisation du tissu communautaire et perte de cohésion sociale.</li> </ul>

## 9. Recommandations

### A. Recommandations urgentes aux autorités locales et militaires

Démanteler immédiatement les barrières illégales et mettre fin aux tracasseries militaires imposées aux passagers, en particulier les motocyclistes et les commerçants.

Mettre fin aux arrestations arbitraires à Mitwaba centre et garantir le respect des droits humains fondamentaux.

Renforcer la présence sécuritaire professionnelle et disciplinée pour stabiliser la zone et rassurer les populations déplacées.

Ouvrir un canal officiel de communication entre autorités locales, communautés et acteurs humanitaires pour le suivi des violations et incidents.

### B. Recommandations aux partenaires humanitaires (OCHA, ONG, agences techniques)

Déployer une évaluation multisectorielle rapide (RRM) dans les villages d'accueil (Dilenge, Nkuswa, Mwema, Kilungu, Lwawe, Bulanda, Kankalankala et Kyolo).

Fournir une assistance d'urgence en :

- Abris et articles ménagers essentiels (AME)
- Vivres
- Eau et kits WASH
- Santé communautaire et médicaments essentiels

Renforcer le monitoring de protection, notamment :

- Documentation des tracasseries, extorsions et violations
- Suivi des risques de séparation familiale
- Installer des points d'eau et latrines d'urgence dans les villages hôtes surpeuplés pour prévenir les maladies hydriques.
- Appuyer les structures de santé locales en intrants médicaux et personnel additionnel.
- Mettre en place des activités de soutien psychosocial pour les personnes traumatisées, surtout les femmes et les enfants.

### C. Recommandations aux leaders communautaires et comités locaux

- Mettre en place des comités locaux de gestion des déplacés pour faciliter l'enregistrement, l'accueil et la distribution de l'aide.
- Promouvoir la cohésion sociale entre ménages hôtes et déplacés afin de réduire les tensions liées au partage des ressources.
- Identifier les cas vulnérables prioritaires (veuves, enfants non accompagnés, personnes âgées, handicapés) pour une assistance adaptée.
- Renforcer la communication communautaire avec les acteurs humanitaires en cas de nouveaux incidents ou mouvements secondaires.

### D. Recommandations pour la stabilisation durable

- Encourager le retour volontaire uniquement lorsque la situation sécuritaire sera pleinement stabilisée et vérifiée.
- Appuyer la reprise des moyens d'existence (appui agricole, semences, outils) pour réduire la dépendance à l'aide.
- Mettre en place un mécanisme permanent d'alerte précoce sur les mouvements armés et incidents sécuritaires.
- Soutenir les initiatives locales de paix et de dialogue communautaire afin de prévenir de nouveaux affrontements.

## 10. Conclusion

La dégradation sécuritaire dans les villages Nkonga, Lunguji et Watupempe a entraîné un déplacement total de 2 622 ménages, aggravant la pression sur les ressources limitées des villages hôtes. Les tracasseries militaires persistantes et les arrestations arbitraires à Mitwaba centre constituent un risque supplémentaire, nécessitant une attention urgente des partenaires humanitaires et des autorités compétentes.